

ENTREPRENEURIAT ET INITIATIVES TRANSFRONTALIERES.

IGANTZI, 5 AVRIL 2017

Introduction :

Le monde est en proie à des crises profondes et multiples, qui dans une approche systémique n'en font qu'une (économique, financière, sanitaire, écologique, morale, sociale, urbaine et rurale, bientôt peut être militaire...)... et avec lui, notre Pays Basque ! On reste perplexe devant la complexité des questions embarquées dans une telle réflexion, intimement liées les unes aux autres et dont la résolution n'est pas du tout évidente, du moins tant que l'on continue à raisonner avec les outils cognitifs dont nous disposons (qui sont générés par ce magma en crise, mais qui du coup, deviennent aussi une partie du problème !).

On en tire néanmoins quelques axes forts de réflexion :

- Chaque territoire doit, dans le respect des autres, trouver les moyens de son développement harmonieux et soutenable, en s'appuyant sur les communautés qui le peuplent et qui le font (ou qui le laisse partir à vau-l'eau). La société civile doit y prendre toute sa place.
- Le modèle militaro-industriel inscrit dans la mondialisation sur lequel a été largement assise notre prospérité arrive en bout de course. La théorie de l'écologie des populations enseigne qu'un territoire, à l'instar des organismes humains ou des populations, vit (en l'occurrence du point de vue économique et social) parce que certaines de ses entreprises meurent et que de nouvelles entreprises naissent. La (re)vivification des territoires ne peut passer que par l'entrepreneuriat, porteur des innovations (notamment sociales et écologiques) dont nous avons urgemment besoin. Il est donc temps (!) de se mettre à inventer autre chose (avec des initiatives plus endogènes, plus décentralisées, plus respectueuses des équilibres sociaux et écologiques, des cultures, des projets de vie...)
- Cette question est particulièrement pertinente en Pays Basque, où affleure une volonté collective de « construire un Pays ». Ce Pays est transfrontalier (EAE, Nafarroa, Iparralde). Il se construira comme Pays si on arrive à transformer l'espace transfrontalier en une zone de circulation normalisée des flux (information, matières, finances, personnes...), mais aussi en

territoire d'initiatives (de tout type, mais entre autres entrepreneuriales) se mettant en œuvre par-dessus la frontière.

Une des questions importantes qui se pose à nous et que nous voulons traiter dans ce forum est donc celle de **l'entrepreneuriat et des initiatives transfrontalières**.

Diagnostic : Pourquoi y a-t-il si peu d'initiatives transfrontalières ?

- Des raisons génériques bien connues, bien repérées : culture, langue, différences dans les aspects légaux, géographie (orographie)...
- Les relations naturelles (commerciales) traditionnelles ont été rompues par la politique
- Les premières frontières sont dans les têtes : ignorance par rapport à l'autre côté, non-présence d'esprit (« empreinte cognitive ») pour entamer les réflexions en intégrant l'autre côté... L'identité régionale (supra nationale) est faible, on se connaît mal, on a tendance à s'ignorer (territoire, coutumes, lois, initiatives, nécessités, potentiels...) et on est peu curieux de l'autre
- Il n'y a quasiment pas de formation véritablement 'transfrontalière' (voir cependant l'exemple de l'école de Valcarlos – Arnéguy), peu d'échanges interuniversitaires (avec des difficultés pour les co-validations, pour les séjours croisés...), et finalement, peu de relations entre jeunes des deux côtés
- Pourtant l'aspect transfrontalier est absolument nécessaire en termes de développement territorial (« trouver un Sud, trouver un Nord »)
- Les personnes (« l'équation cognitive et émotionnelle / affective » des personnes) : les profils de personnes porteuses de « l'intention transfrontalière », les personnes qui y croient, qui ont envie, qui comprennent tout ce qui est en jeu avec cette question, qui veulent s'engager sont assez rares...
- Ces dernières années « l'intention entrepreneuriale » est en chute libre en Hegoalde, elle semble par contre en développement en Iparralde (notamment sur des projets d'entrepreneuriat responsable, innovant, lié au territoire...).
- Les entreprises ignorent les initiatives qui se mettent en place, l'initiative privée transfrontalière est faible, la coopération manque, les idées innovantes ont du mal à percer...
- Les entrepreneurs du Nord et du Sud envisagent plutôt l'autre territoire plus comme un marché à conquérir que comme une zone de chalandise propre sur laquelle co-construire une offre à « pousser » vers l'extérieur
- Plusieurs regards (« plusieurs mondes »), permettant de construire des problématiques différentes, peuvent être mis en avant :
 - Zones rurales, zones urbaines

- Activités : liées à l'alimentation ('mou') vs. industrie ('dur' : métal, aéronautique, automation...)
- On se dirige vers une économie 'duale' (activités fondées sur le « principe de proximité » vs. activités réglées par la mondialisation. Tendance à nous intéresser en premier aux activités classées « proximité » et en particulier (mais pas exclusivement) rurales, en tous cas, qui envisagent le développement intégré (intégral ?) des territoires.
- L'absence de dispositif adapté aux initiatives entrepreneuriales transfrontalières laisse un vide béant, notamment dans les dispositifs d'accompagnements / de financement qui sont uniquement « nationaux » (par exemple, Pôle Emploi ou subventions régions / département agglos dédiés aux entreprises immatriculées en France, développant leur activité « localement »...)
- Jusqu'à aujourd'hui, la question transfrontalière a essentiellement donné lieu à des échanges et décisions interinstitutionnelles. Celles-ci sont principalement conservatrices, elles prennent peu d'initiatives. La société civile et les initiatives civiles n'ont pas trouvé (pris ?) leur place
- Il faut donc créer les conditions...

Propositions.

Générales :

- Exiger des institutions une meilleure vision territoriale et impulser des actions à partir des besoins et des espoirs. Que les administrations publiques collaborent mieux entre elles et surtout avec la société civile !
- Développer l'Eurorégion, unifier la législation et le 'paysage', notamment en prenant au sérieux la question linguistique, particulièrement en développant une signalétique trilingue. Il faut travailler avec les institutions en place sur l'espace transfrontalier et avec l'Europe.
- Mettre en place (échelle Pays basque) une union de diverses organisations, notamment des syndicats d'entreprises
- C'est l'heure de la société civile !
- Il faut apprendre de l'expérience (donc « l'extraire » des mémoires individuelles, la mettre en forme utilisable et la rendre disponible)
- L'Euskara est un lien fort entre les deux côtés, les euskalduns sont certainement en moyenne plus enclins au transfrontalier que les autres. Il faut donner à l'Esukara toute sa place dans ces processus, le sortir du statut



- « folklorique » qui lui souvent assigné (souvent inconsciemment). C'est un « ciment » qu'il faut développer, soutenir et soigner !
- Au-delà, il faut pousser l'apprentissage du français en Hegoalde et de l'espagnol en Iparralde.
 - Il faut pousser les expériences et initiatives transfrontalières en matière d'éducation : créer des formations transfrontalières, pousser les jumelages... Pousser les jeunes à 'bouger' dans l'espace eurorégional : bourses, tourisme 'jeune' spécifique, multiplier les occasions de rencontres...
 - Il faut « donner envie », cela doit aller loin dans les racines de la formation de la conscience citoyenne des gens et des acteurs du domaine transfrontalier, promouvoir et développer des actions de fond dans ce sens (notamment vers la jeunesse, le système éducatif, universitaire, la formation professionnelle, la culture, la langue basque, le sport...) mais aussi mettre à jour tout ce que ces initiatives transfrontalières amènent de positif, tout ce qui unit et rapproche, et le faire, au-delà des petits cercles habituels, pour l'ensemble de la société du territoire
 - Montrer la richesse, la diversité et les potentialités de l'Eurorégion et construire ensemble des objectifs communs et partagés en utilisant les moyens qui nous unissent (par des canaux à définir, certains existants [*think-tanks* notamment], d'autres à imaginer)
 - Il faut des « outils » adaptés.
 - Il est nécessaire de mettre en place un dispositif transfrontalier (ceci est attendu des pouvoirs publics) dédié au diagnostic des différents territoires (vers une vision systémique de l'ensemble du territoire basque), à l'émergence, à la promotion, à l'accompagnement des initiatives entrepreneuriales transfrontalières (au sens large, mais notamment celles qui cherchent à augmenter sur l'espace transfrontalier les souverainetés alimentaire, énergétique...) ainsi qu'à leur financement.
 - Générer des espaces et des évènements de rencontres et de coopération

Concrètes :

- Développer la **connaissance mutuelle** (dans le curriculum scolaire, en donnant à celui-ci une consistance transfrontalière), multiplier les échanges de proximité (stages, projets, jumelages... les aider systématiquement), former aux langues (échanges là aussi !). Développer une **politique linguistique transfrontalière**.
- **Travailler avec les acteurs** : administrations, Bihartean, SPRI, établissements liés aux trois 'gouvernements', incubateurs, pépinières...



- S'intéresser à la jeunesse, à sa socialisation et à son éducation : **développer des consciences d'entrepreneur transfrontalier**, en s'intéressant notamment aux jeunes en formation professionnelle
- **Normaliser et co-valider les diplômes**
- Il faut **développer de nouveaux secteurs d'intérêt**, par exemple :
 - Les industries et activités culturelles et créatives
 - Le sport, comme valeur transversale
- Mettre en place des **solutions en termes de transports et de communication** pour les personnes et les biens sur le territoire transfrontalier
- Mettre en valeur la **qualité des entreprises** (références mondiales) et la **valeur du travail** sur notre territoire (engagement, dévouement, qualité)
- Créer une '**Korrika entrepreneuriale transfrontalière**' : faire connaître les initiatives, permettre aux jeunes de s'y intégrer, mettre à jour les 'talents' du territoire (agriculture, artisanat, art, culture...) en soulignant les types d'initiatives envisageables
- Créer une "**marque commune**" qui génère cohésion, illusion et identité (écologie, santé, solidarité, soutenabilité, économie circulaire...)
- Impulser, faciliter la mise en place de **circuits courts** transfrontaliers
- Créer des **réseaux culturels et de tourisme culturel** sur le territoire dans son ensemble à destination des extérieurs, mais aussi des habitants du territoire. Créer des circuits de découverte des richesses des territoires. Pousser les jumelages culturels. **Pousser le lien culture - économie. Communiquer** sur cet ensemble d'initiatives.
- Les **think-tanks** (type 'Etorkizuna Irudikatu') sont très importants car ils permettent le débat collectif (EAE, Nafarroa eta Iparralde, avec des apports de compétences extérieures) et l'expression active de l'intelligence collective de la société basque. Il est important que des représentants de toute la société participent, y compris les décideurs des trois territoires
- Il faut trouver les **modalités d'alliance** qui permettent de définir l'**ADN transfrontalier** des projets, qui peut prendre des formes variées (cela devrait permettre de définir une première 'typologie' de projets entrepreneuriaux transfrontaliers) :
 - compétences complémentaires,
 - complémentarités dans la chaîne de valeur,
 - possibilité d'extension à l'autre côté d'une activité,
 - capacité à regarder le monde ensemble (notamment, Hegoalde avec Iparralde pour les marchés francophones [penser à l'Afrique en particulier], Iparralde avec Hegoalde pour les marchés hispanophones...). Oser l'international, notamment vers la diaspora basque (effort particulier à faire sur l'alimentaire, essayer l'export de la 'mode basque' !).
- Il faut donner un statut stable à ces perspectives (les « institutionnaliser » au sens sociologique) : **un (des) dispositif(s) doi(ven)t être crée(s) par les**

pouvoirs publics transfrontaliers. Ils doivent présenter au minimum les fonctionnalités suivantes :

- Partie **information** (web sur des éléments entrepreneuriaux des deux côtés), mise à jour et à disposition des ‘cas’ intéressants de projets transfrontaliers (catalogue d’initiatives, *success stories*, mais aussi échecs, avec leur analyse [si possible par les acteurs eux-mêmes]), présentation d’entreprises, possibilité pour les initiatives transfrontalières de ‘récupérer’ facilement tous ces exemples et ces expériences (industrie 4.0, réalité augmentée, langues...)
- Création d’un **cabinet de conseil et d’accompagnement** spécialisé. Cette modalité peut tout à fait s’organiser en réseaux (sous la forme de la mobilisation de compétences pertinentes préalablement organisées en réseaux et continuellement mis à jour)
- Mettre en place des modalités de **design thinking** pour faire émerger des idées d’initiatives entrepreneuriales transfrontalières
- Mettre en place un dispositif d’**incubation transfrontalière** pour les porteurs de projets (si possible en tandem des deux côtés) qui décident de se lancer
- Mettre en place un outil de **financement transfrontalier** (subventions, prêts, *equity*, *crowdfunding*, fonds spécifiques, fondations...) porté par les institutions régionales et les banques et organismes financiers de l’espace transfrontalier
- Mettre en place une **communication puissante** sur l’intérêt de ces projets et les perspectives qu’ils offrent
- Les résultats de cette session sur l’entrepreneuriat et des initiatives transfrontalières doivent être « portés » devant les responsables politiques des trois territoires.